



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 10/02/2023

Reçu en préfecture le 10/02/2023

Publié le

S²LOW

ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_011-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le six février à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 31 janvier 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Étaient présents : 29

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Damien GUILLARD, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Aline MARECHAL, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD


Excusés ayant donné pouvoir : 4

Christel BOUBERT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Agnès MONTRICHARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL DU 6 février 2023

Envoyé en préfecture le 10/02/2023
Reçu en préfecture le 10/02/2023
Publié le 
ID : 076-217604479-20230207-M_DL230206_011-DE

M_DL230206_011

EDUCATION ENFANCE JEUNESSE - SIGNATURE DE LA CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTIVILLIERS ET LA LIGUE CONTRE LE CANCER PERMETTANT LA CRÉATION D'ESPACES SANS TABAC

Madame Isabelle NOTHEAUX, Conseillère Municipale Déléguée – Les récentes évolutions à la baisse du tabagisme en France constituent une avancée majeure pour la santé publique, qui doit encore être soutenue, car les entrées dans le tabagisme des jeunes français restent parmi les plus élevées d'Europe. Tous les ans, 75 000 décès sont attribuables au tabagisme, soit 13 % des décès survenus en France métropolitaine, dont 45 000 par cancers.

Des lois efficaces protègent des millions de personnes dans le monde des dangers de la fumée de tabac dans les lieux clos à usage collectif. Mais pour améliorer la santé et « dénormaliser » le tabagisme, de plus en plus de pays élargissent ces mesures aux espaces extérieurs.

La Ligue contre le cancer propose aux collectivités un partenariat pour créer des espaces sans tabac, qui sont des lieux extérieurs délimités et/ou identifiés, où la consommation de tabac est interdite, tels que les abords d'écoles.

Ces espaces conviviaux qui accueillent un public majoritairement familial sont ainsi préservés de la pollution tabagique, tant sanitaire qu'environnementale.

Cette mesure a pour objectifs de :

- Éliminer l'exposition au tabagisme passif, notamment celle des enfants ;
- Réduire l'initiation au tabagisme des jeunes et encourager l'arrêt du tabac ;
- Promouvoir l'exemplarité et la mise en place d'espaces publics conviviaux et sains ;
- Préserver l'environnement des mégots de cigarettes et des incendies ;
- Dénormaliser le tabagisme afin de changer les attitudes face à un comportement néfaste pour la santé,

La signature d'une convention entre la Ville de Montivilliers et la Ligue contre le cancer permettrait la mise en place d'espaces sans tabac aux abords des écoles du premier degré.

Cette convention est conclue pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction dans la limite de trois ans.

L'interdiction de fumer aux abords des écoles interviendrait à partir de la mise en œuvre d'un balisage spécifique.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2122-21, L 2212-1, L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6 ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le décret 2006 – 1386 du 15 novembre 2006 relatif à interdiction de fumer les lieux affectés à un usage collectif ;

CONSIDÉRANT

- La volonté de la ville d'interdire le tabac aux abords des écoles du premier degré ;
- La volonté de la ville de participer à la dé-normalisation du tabagisme ;
- Qu'il importe de se pencher sur la problématique de santé publique qu'est la consommation de tabac dans l'espace public, et plus particulièrement aux abords des écoles maternelles et élémentaires de la ville de Montivilliers ;

Sa commission n°1 Vie éducative réunie le 24 janvier 2023 consultée ;

VU le rapport de Madame **Isabelle NOTHEAUX**, Conseillère déléguée en charge de la Jeunesse, des Pratiques sportives pour tous et des Loisirs ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer la convention avec la Ligue contre le cancer pour la mise en place des espaces sans tabac aux abords des écoles du premier degré

Imputation budgétaire

Exercice 2023

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 422

Nature et intitulé : 6068 Autres fournitures

Montant estimé de la dépense : 300 €

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 33

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.